NOUS EN AVONS ASSEZ !

BREST : 10.000 chômeurs

Après les fermetures de M. B. C., Transocéan dans le textile, de la C.E.M.A.T., entreprise privée de l'Arsenal, le chômage partiel aux A. F. O., des licenciements sont annoncés à Cobremaco; à l'E.G.M.O. c'est la menace de fermeture.

Dans le bâtiment, secteur principal d'activité du département, chaque jour, des entreprises ferment, licencient massivement, comme chez Quéméneur à Landerneau.

La crise du système capitaliste frappe durement les travailleurs de notre ville. Pour eux, une exigence centrale exprimée dans leurs luttes : « Labour d'an holl e Breizh », **VIVRE, TRAVAILLER ET LUTTER AU PAYS.**

3 fermes par jour qui disparaissent

Voilà le rythme actuel de l'élimination des petits paysans dans notre département. D'ici 1981, d'après les plans du gouvernement, 200.000 exploitations laitières disparaîtront dans l'hexagone.

De taxes de plus en plus nombreuses sont prélevées sur les productions des petits et moyens paysans. Ainsi les industries agro-alimentaires accroissent leurs profits et attribuent des primes aux gros paysans, style Gourvennec.

Pour les petits et moyens paysans, le capitalisme c'est de dures conditions de travail ou la ruine, l'exode. **En unité avec les ouvriers, ils revendiquent aussi « Labour e Breizh d'an holl » et luttent pour des conditions de vie décente.**

La pêche

La pêche déjà touchée par la pollution (Boehlen, Olympic Bravery...) est dangereusement menacée par le projet de centrale nucléaire à Ploumoguer.

Les conditions de vie des marins-pêcheurs sont difficiles, car le matériel de pêche coûte de plus en plus cher (matériel parfois détruit par les « chalutiers » espions russes comme celui du « Petit Fanch » de Lampaul-Plouarzel) et les mareyeurs payent toujours moins cher, n'hésitant pas à casser les prix en important du poisson d'Angleterre.

Les ouvriers, petits et moyens paysans ont le même ennemi,

le système capitaliste, seul responsable.

BREST, port militaire

Avec les sous-marins atomiques de l'Ile Longue, le projet de centrale nucléaire, la sécurité et la vie de la population locale sont mises en péril. En effet, malgré les déclarations de « nos » politiciens de droite ou de gauche, la réalité du monde d'aujourd'hui, ce n'est pas la détente mais la course aux armements.

Bien sûr des abris anti-atomiques sont prévus pour les notables civils et militaires locaux. Pour la population, RIEN !

Que se passerait-il à **Brest, cible atomique,** en cas « d'accidents » ou de conflits ?

La crise frappe tout le pays :

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.

— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme commun et l'union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non, avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

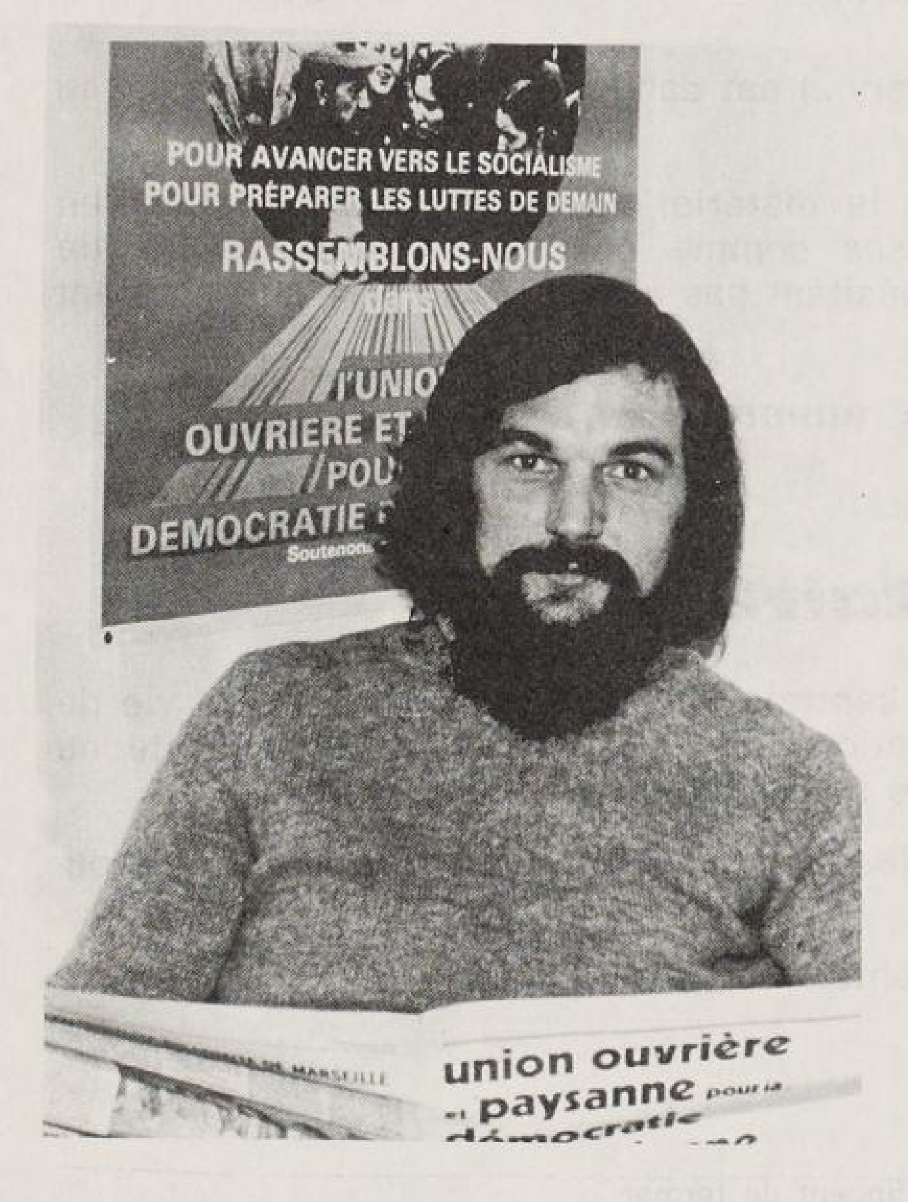
Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes, avec le Tiers Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assument réellement le pouvoir, la direction de la société.

SOUTENEZ ET VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE L'UNION OUVRIÈRE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE



Fernand MOYSAN

âgé de 26 ans,
travaille comme O.S. à Ericsson depuis 5 ans.
Militant syndicaliste, il est délégué du personnel et assume des responsabilités syndicales au niveau de la ville.

Didier TAULOIS

âgé de 25 ans, marié et père d'un enfant, travaille à l'Hôpital Morvan depuis 3 ans comme aide-soignant.
Militant syndicaliste, il participe activement aux luttes du Secteur Santé.

Les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne sont soutenus par les Communistes fidèles au Marxisme Léninisme et à la pensée Mao-Tsé-Toung

IMP. DE LA MARINE - GUENE - BREST